

8. Plaidoyer et élections nationales

La participation politique des femmes au Honduras



Des électriciennes de Gracias, dans le département de Lempira, apprenant le nouveau système de vote pour élire les membres du Congrès

Cet article décrit le travail de plaidoyer d'Oxfam au Honduras en matière de droits politiques des femmes, ainsi que de leadership et de renforcement de l'autonomie des femmes dans la sphère politique. L'article donne tout d'abord une vue d'ensemble des contraintes auxquelles sont confrontées les femmes si elles souhaitent participer à la vie politique; il décrit ensuite les activités de plaidoyer et de campagne d'Oxfam pendant et après la période d'élections de 2005. Celles-ci incluent des pressions et des activités de plaidoyer en faveur de réformes politiques, des campagnes afin d'encourager les électeurs à envisager de voter pour des femmes, et la promotion du leadership et du renforcement de l'autonomie politique des femmes.

Vue d'ensemble : les barrières à la participation politique des femmes

Le Honduras a été classifié comme le troisième pays le plus pauvre d'Amérique latine et des Caraïbes, après Haïti et le Nicaragua. Des niveaux élevés d'inégalité ont persisté et se sont aggravés et les revenus se concentrent donc entre les mains d'un petit nombre de personnes. Quarante pour cent de la population vit dans la pauvreté et n'absorbe que 37% du produit intérieur brut (PIB), tandis que le reste va aux riches¹. Les inégalités de genre rendent les femmes particulièrement vulnérables à la pauvreté, limitant leur accès aux opportunités de travail, au patrimoine et aux services publics tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'hygiène. Par conséquent, les revenus des femmes ne représentent en moyenne que 42% de ceux des hommes, un niveau plus bas que dans d'autres pays d'Amérique latine, tels que le Nicaragua et la Bolivie². La pauvreté à laquelle font face tant de femmes signifie qu'elles doivent se consacrer en priorité à gagner de l'argent afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, et que cela leur laisse peu de temps pour penser à participer à la vie politique. De plus, le manque de ressources économiques fait que peu de femmes ont les moyens de financer une campagne électorale.

Le Honduras est une société fortement patriarcale, dans laquelle l'Église jouit d'une influence considérable sur la vie sociale, économique et politique. On attend des femmes qu'elles consacrent leur vie à mettre au monde des enfants et à les élever, et ce n'est qu'il y a peu que la plupart des filles ont commencé à aller à l'école au Honduras. De nombreuses femmes plus âgées manquent toujours d'éducation. Cela entrave leur capacité à participer en politique, tout comme le manque de soutien de leurs familles, communautés, et des membres des partis politiques. La situation des femmes vivant en milieu rural est particulièrement sévère; elles doivent souvent parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau pour leur famille, accompagner leurs enfants à l'école ou se rendre aux visites dans les centres de santé. Cela signifie que bon nombre n'ont pas le temps, l'énergie ni le soutien nécessaires pour s'engager dans la politique.

Le système politique actuel ne répond pas aux exigences de la majorité de la population, en particulier celles des femmes. Le système est caractérisé par un gouvernement centralisé qui possède une structure verticale de pouvoir, et par un présidentielisme dans lequel le président possède le pouvoir ultime sur les autres institutions de l'État³. L'existence d'un régime de dualité de parti, dans lequel les deux partis majoritaires contrôlent tour à tour le Parlement (bien qu'il y ait cinq partis politiques actifs), a été un obstacle à ce que le Parlement remplisse sa fonction de représentation de la population et agisse en tant qu'intermédiaire entre le peuple et

1 *Plaidoyer et élections nationales*, Agir pour le leadership et la participation des femmes, Aperçu de programme, Oxfam GB, Juin 2008

l'État. Au contraire, les deux partis politiques dominants ont agi dans l'intérêt des élites économiques auxquelles sont liés leurs dirigeants, n'étant pas responsables devant la majorité de la population et contrecarrant les réformes démocratiques qui pourraient faciliter la promotion de l'égalité entre les sexes et d'une politique favorable aux pauvres. De manière traditionnelle, ces élites ont, en particulier, ignoré et marginalisé les femmes en tant que sujets politiques. Cela s'illustre par le fait qu'en 2001, après 50 ans de suffrage des femmes, seuls 7,4% des représentants du Congrès national étaient des femmes et, à l'exception d'une courte période au début des années 1980, le nombre de femmes occupant le poste de maire n'a jamais dépassé les 10%.

« Les femmes sont discriminées au sein de leur propre parti, [les hommes] tiennent des réunions entre eux, ils ont leurs propres groupes fermés et ils ne nous invitent même pas. De plus, les femmes ont peur de participer à la vie politique, car les gens répandent des mensonges concernant leur comportement, ils leur donnent des surnoms, et il existe un harcèlement idéologique et sexuel » (Miriam Perez, ancienne candidate à la mairie de la municipalité de Marcala).

Le soutien de la société civile au leadership politique des femmes

Dans ce contexte, Oxfam a collaboré avec le Mouvement des femmes pour la paix « Visitación Padilla⁴ » et le Centre d'études de la femme Honduras (CEM-H)⁵, deux organisations féministes, dans le cadre d'une campagne dont l'objectif était d'apporter des changements en matière de politique et de pratiques, afin d'accroître la participation politique des femmes lors des élections présidentielles, du congrès, et locales, en 2005. La campagne était constituée de deux étapes : une première phase de plaidoyer en faveur d'une réforme électorale, puis l'éducation et la mobilisation des électeurs pendant la période des élections, accompagnées de tentatives afin d'encourager les candidats à adopter des agendas qui soutiennent davantage les droits des femmes et qui soient favorables aux pauvres.

La réforme électorale

Les deux exigences principales en termes de réforme électorale résidaient dans le passage à un système préférentiel ouvert pour l'élection de candidats, et l'introduction d'un quota de 50% de candidates lors des élections locales et nationales. Il a également été demandé aux partis politiques de développer des plans d'équité de genre et d'être plus responsables devant leur électorat. Enfin, la campagne a demandé une réduction de la période de campagne électorale, afin de faciliter la tâche aux candidates, qui disposent généralement de moins de temps et de moins de ressources financières pour se présenter aux élections⁶. Une des stratégies clés

de la campagne était de travailler en coopération avec une coalition d'organisations de la société civile qui soutenait la réforme électorale, ce qui a mené la coalition à inclure l'objectif de représentation égale des femmes dans son agenda.

Cette campagne a eu un certain succès. La Loi sur les organisations électorales et politiques, entrée en vigueur en 2005, a introduit un système préférentiel ouvert. Grâce au nouveau système, les citoyens peuvent voter pour des candidats à la présidence et au congrès de différents partis, tandis que sous l'ancien système, lorsqu'on votait pour un candidat d'un parti pour la présidentielle, on devait voter pour des membres du congrès et des représentants locaux du même parti. Une nouveauté du système est qu'il inclut à présent une photo des candidats, facilitant la tâche aux personnes peu alphabétisées. De plus, le congrès a accepté d'inclure un quota de candidates. Les efforts des députées de tous les horizons politiques afin d'influencer le débat au sein du congrès ont joué un rôle crucial ; cependant, en dépit de leur dur labeur, le quota a finalement été établi à 30%, et non pas à 50%, sans spécifier où seraient placées les femmes sur les listes électorales. De plus, les partis ont interprété le quota comme un seuil maximum.

Lors des élections primaires⁷ en 2005, seules quatre des douze factions au sein des deux partis politiques principaux ont respecté le quota. Ces quatre factions ont placé des femmes dans le bas de la liste des candidats ou en tant que membres suppléants⁸ du congrès⁹. Des règles réglementant ce quota auraient dû être établies, non seulement en ce qui concerne le nombre de candidates, mais également le classement des candidates sur les listes électorales. Les personnes actives lors de la campagne ont retenu cette leçon : il ne suffit pas de modifier les lois, car à moins qu'il n'existe une volonté politique et une volonté de mettre au défi les pratiques culturelles enracinées, ces modifications seront tout simplement ignorées¹⁰. De plus, bien que la collaboration avec d'autres organisations de la société civile et le fait que cette coalition ait adopté l'objectif d'une représentation égalitaire des femmes aient été un succès considérable, comme le faisait remarquer une personne interrogée, les organisations mixtes dont la priorité n'était pas les droits des femmes ont répondu à d'autres intérêts. C'est pourquoi il aurait peut-être été plus efficace de créer une coalition séparée d'organisations de droits des femmes pour négocier les réformes.

La mobilisation des électeurs et le plaidoyer des candidats

Une fois que la réforme électorale a été introduite, la campagne s'est consacrée à éduquer l'électorat en matière de nouvelles procédures électorales et à l'encourager à considérer les candidates au congrès comme une option électorale valable, plutôt que de tout simplement les écarter sous prétexte que les femmes ne sont pas des dirigeantes politiques valables. Les stratégies principales étaient : conscientiser la

population en matière de nouvelles réformes électorales, l'encourager à voter, et faire pression sur les candidats, hommes et femmes, pour qu'ils incluent les exigences des femmes dans leurs manifestes électoraux.

Visitación Padilla a travaillé de manière intense dans 14 des 18 départements du pays, éduquant les femmes en matière de nouvelles procédures électorales et les encourageant à voter pour des candidates. L'association faisait, entre autres, remarquer aux électeurs qu'ils avaient, à présent, le droit de voter pour des candidats de partis différents à la présidentielle et au congrès. Visitación Padilla a mis en place une série d'activités, telles que des ateliers dans des zones rurales afin d'enseigner aux femmes le nouveau système électoral, et des réunions entre les candidates au congrès et les femmes des zones pauvres, afin de permettre à ces dernières de faire part de leurs exigences.

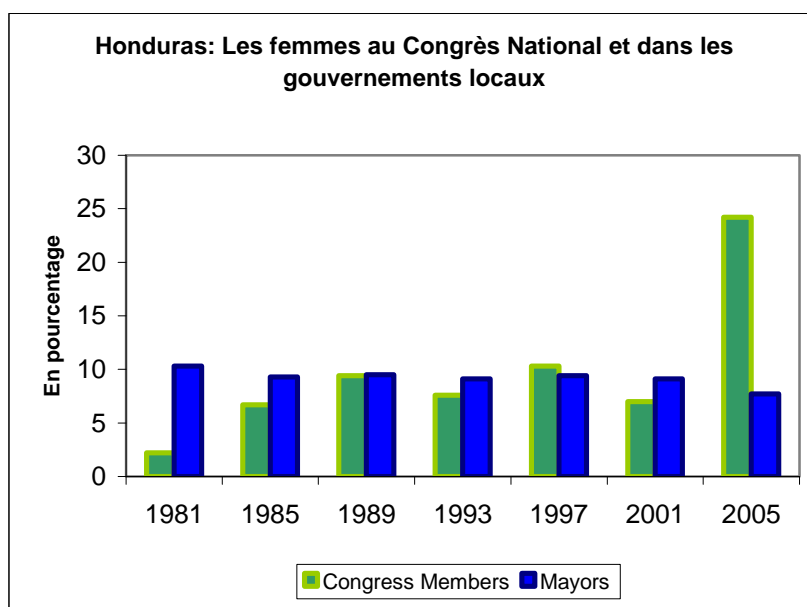
CEM-H a, pour sa part, fait pression sur les candidats afin que ceux-ci adoptent un agenda progressiste en matière de droits des femmes et a encouragé, par la suite, les électrices à les soutenir. Le slogan de leur campagne était « *mujer ya no planchas* ». Le verbe « *planchar* » a un double sens en espagnol – « repasser » ou « commettre une grave erreur ». Le slogan était donc porteur du message selon lequel les femmes devraient arrêter de faire les deux. Cette campagne a non seulement défié les stéréotypes culturels et sociaux s'appliquant au rôle des femmes, mais a également invité les femmes à voter pour les candidates au congrès qui avaient des propositions en matière de santé génésique, de violence à l'encontre des femmes, et d'accès aux ressources telles que la terre. En relation avec cela, un travail de plaidoyer intense a été mené parmi les candidats, hommes et femmes, afin de les convaincre d'inclure les exigences des femmes dans leurs agendas. Cela impliquait que le CEM-H rende des visites individuelles à des candidats des différents partis politiques afin de leur faire prendre conscience des droits des femmes et des problèmes de pauvreté, et que le CEM-H organise des forums publics au niveau local, où les femmes puissent exprimer leurs inquiétudes et exigences. Ces exigences étaient couramment liées à la fourniture de logements et de services publics adéquats, ainsi qu'un accès à la terre. Afin de faire en sorte que les femmes pauvres puissent participer de manière active à ces forums, le CEM-H a identifié à l'avance les femmes qui allaient participer aux événements, et leur a fourni une formation afin de gonfler leur estime de soi et de les préparer à prendre la parole en public. De plus, le transport vers les forums était assuré.

Un élément important de ce travail résidait dans le fait d'encourager les candidats au congrès et aux postes de gouvernement local à signer des « pactes » lors des forums locaux, s'engageant envers les droits des femmes et répondant aux exigences identifiées par les femmes de leur circonscription, en particulier en ce qui concerne la pauvreté,

l'accès à la terre, à un logement et aux services publics, ainsi que la violence à l'encontre des femmes. Cette méthode était importante car elle incitait en particulier les dirigeants masculins à s'engager, car ces derniers se rendaient compte que le fait d'inclure les priorités identifiées par les femmes les plus pauvres dans leurs manifestes se traduirait par un plus grand nombre de votes de femmes dans leur circonscription.

L'un des objectifs atteints par la campagne fut de provoquer, pour la première fois au Honduras, des discussions publiques en matière de droits des femmes. De plus, des problèmes qui, auparavant, étaient tabous, tels que l'avortement et les droits sexuels et reproductifs, furent inclus dans les agendas de certains candidats, hommes et femmes. D'autres résultats importants de cette campagne furent l'amélioration des connaissances des femmes en matière de système politique et la réforme législative, ainsi que le fait que les gens reconnaissent petit à petit les candidates comme une alternative électorale.

En novembre 2005, le processus électoral fut clôturé. Le résultat le plus visible fut un accroissement considérable de la participation des femmes en tant que candidates aux élections. Un nombre total de 170 femmes se présentèrent aux élections pour le congrès national, desquelles 31 furent élues en tant que membres à part entière et 27 en tant que membres suppléants. Ce fut un succès important, car les femmes passèrent de 7% (en 2001) à 24,2% des membres du congrès.



Source : Centre des droits des femmes (CDM) (2004) « Mujeres en Cifras », Honduras ; PNUD (2006) « Informe sobre Desarrollo Humano Honduras 2006: Hacia la expansión de la ciudadanía ».

Au niveau local, le succès fut moins important : seules 23 femmes furent élues en tant que maire (sur 298 municipalités, soit juste

7,7%¹¹), c'est-à-dire quatre femmes de moins qu'en 2001. Il est clair que de plus gros efforts auraient dû être fournis pour encourager les citoyens à voter pour les candidates au gouvernement local, tout comme pour celles se présentant au congrès.

Plus de femmes au congrès : progrès, menaces et défis

Les élections générales de 2005 ont représenté un progrès important pour les femmes impliquées en politique au Honduras. Toutefois, ce résultat a été assombri par l'arrivée au pouvoir de femmes provenant des élites économiques et des groupes religieux conservateurs, lesquelles, en général, ne sont pas conscientes des questions liées au genre et sont avant tout intéressées par les intérêts de leurs partis politiques. « Elles sont à l'origine de la plupart des changements dans la législation, vu qu'elles disposaient des ressources économiques pour leurs campagnes et qu'elles avaient également [accès aux] réseaux politiques avec les deux partis principaux », a déclaré Suyapa Martínez, du CEM-H, une féministe et ancienne candidate au congrès. Par contre, bon nombre des candidates progressistes ayant collaboré avec le CEM-H et Visitación Padilla n'avaient pas assez de soutien financier pour financer la campagne, car elles ne provenaient pas de milieux riches, et ne disposaient pas du soutien absolu des partis politiques avec lesquels elles s'étaient alliées. Dans de nombreux cas, les candidates se retrouvaient en fin de liste électorale, ou n'étaient pas choisies du tout, car les partis ne mettaient pas en place le quota de 30%. Ces deux facteurs mettent l'accent sur la nécessité de continuer à faire pression pour des réformes électorales, afin de réduire les coûts supportés par les candidats aux élections au Honduras, de faire en sorte que le quota de 30% soit respecté par tous les partis politiques, et de rester sur cette lancée afin d'accroître le quota à 50%. Récemment, une alliance de députées, de femmes actives au sein des partis politiques et d'organisations de femmes a pu convaincre un des partis les plus conservateurs à proposer une réforme de la Loi électorale qui augmenterait le quota à 50%, ce qui est un signe prometteur.

L'élection de femmes d'origine conservatrice et religieuse est une menace pour les droits des femmes, étant donné que les groupes auxquels elles sont alliées promeuvent des politiques publiques qui vont à l'encontre des libertés civiques et reproduisent des stéréotypes qui maintiennent l'inégalité entre les sexes¹². Par exemple, la Commission de députés pour la famille, un bloc religieux au sein du congrès mené par une femme de l'organisation conservatrice catholique Opus Dei, est responsable de l'introduction de deux lois qui interdiraient l'introduction de l'éducation sexuelle avec une perspective de genre dans les écoles publiques, et empêcherait les enseignants d'utiliser les manuels d'éducation sexuelle préparés par

le Ministère de l'Éducation. Cela montre combien il est important de se rendre compte que l'accroissement du nombre de femmes élues à des postes politiques ne mènera pas nécessairement à des politiques progressistes qui bénéficieront à d'autres femmes, ou à d'autres groupes marginalisés. Cela indique également le besoin constant de faire prendre conscience de l'inégalité entre les sexes et de son impact aux candidats aux élections et aux fonctionnaires élus de tous les partis politiques, plutôt que de ne travailler qu'avec ceux qui possèdent déjà des agendas progressistes en matière de droits des femmes et favorables aux pauvres.

Un autre défi clé identifié réside dans le fait qu'il est difficile d'inciter les femmes les plus pauvres à participer à la vie politique en tant que candidates aux élections, dans un contexte social où la plupart des femmes ont peu d'expérience des processus politiques, n'ont pas accès aux ressources, ont reçu peu d'éducation et sont analphabètes. Les programmes de Visitación Padilla et du CEM-H comprenaient des activités telles que faire pression sur les partis afin que ces derniers incluent des femmes pauvres dans leurs listes électorales, ainsi que former les candidates d'origine désavantagée à l'art de parler en public et de faire campagne, mais ces activités n'ont eu que peu d'impacts. À long terme, le CEM-H, ainsi que d'autres organisations, demandent la mise en œuvre d'un système électoral préférentiel ouvert au niveau local, semblable à celui qui est en place actuellement pour les élections présidentielles et du congrès. Selon Suyapa Martínez, cela permettrait aux femmes les plus pauvres de se présenter plus facilement aux élections, car bon nombre de femmes sont déjà actives et connues dans leur communauté villageoise, et auraient donc plus de chances d'être sélectionnées par les partis politiques, lesquels recherchent toujours des candidat(e)s qui peuvent leur faire gagner le plus de voix possible. Mais, même dans le cadre de telles réformes, il sera probablement toujours difficile pour les femmes les plus pauvres d'occuper des positions de leadership politique. Cela est dû principalement au fait qu'elles manquent des ressources économiques et stratégiques nécessaires pour se présenter aux élections – deux problèmes qui devront être résolus, mais aussi au fait que les femmes continuent à être discriminées et marginalisées et font face à des perceptions rigides en ce qui concerne leur rôle, enfermé dans la sphère reproductive. Cela prendra de nombreuses années de changer les attitudes, afin que les femmes pauvres qui se présentent aux élections soient soutenues par leur famille, leur communauté et leur parti politique.

« La route est longue et difficile, il nous reste encore un long chemin à parcourir afin de surmonter [les attitudes contemporaines en ce qui concerne] le rôle des femmes dans la société, leur niveau académique peu élevé, les triples journées, la lutte journalière pour survivre, [l'influence] de l'Église, et la mauvaise estime de soi. Ces facteurs sont des obstacles, mais

ils peuvent être surmontés si les femmes sont sensibilisées, s'engagent et [reconnaissent leur propre valeur politique] (Gladys Lanza, Coordinatrice du Mouvement pour la Paix Visitación Padilla) . »

Soutenir le leadership progressiste

Dans le contexte de ces défis, Oxfam continue à collaborer, au Honduras, avec Visitación Padilla, le CEM-H, ainsi qu'une autre organisation partenaire, le Centre des droits des femmes (CDM)¹³, dans le but de soutenir les dirigeantes pour qu'elles défendent les droits des femmes. Un des aspects de ce travail est de faciliter les liens entre les députées identifiées comme progressistes et les organisations des droits des femmes, pour permettre l'échange d'idées et d'information. À cet égard, les partenaires d'Oxfam ont fourni un soutien aux organisations des droits des femmes, en termes de renforcement de leur capacité à influencer ces députées. Ces organisations ont ensuite fourni une formation et de l'information aux députées en matière de problèmes concernant les droits des femmes, ce qui signifie qu'elles sont alors dans une meilleure position pour débattre, au sein du congrès, des projets de lois liés aux droits des femmes. Tout comme l'a expliqué une des personnes interrogées, « le résultat de cette alliance avec les députées est qu'aucun congrès d'Amérique latine n'a débattu autant des problèmes de santé sexuelle et reproductive qu'au Honduras ». Bien que le processus soit loin de s'achever, des précédents ont été mis en place en termes d'amélioration de la capacité des organisations de femmes afin de fournir un travail de plaidoyer et une analyse en profondeur des problèmes sur lesquelles celles-ci se penchent.

« La stratégie qui consiste à former des femmes élues et des fonctionnaires publics féminins dans des secteurs importants... s'est révélée fondamentale, car dans un laps de temps relativement court, ces femmes se sont identifiées avec la lutte féministe (Maritza Gallardo, Coordinatrice de projet d'Oxfam pendant la campagne) ».

Oxfam et ses partenaires ont également collaboré avec des femmes qui sont actives au sein des partis politiques de tout le spectre politique, fournissant une formation au leadership, une organisation, et une prise de conscience des problèmes liés au genre. Cela a eu un impact positif pour permettre à ces activistes de jouer un rôle plus important dans les prises de décisions au sein de leur parti, et les encourager à élaborer et faire pression en faveur de plans en matière d'équité de genre. Cela a également incité les femmes actives dans les partis politiques à soutenir les propositions de réformes électorales présentées par les organisations de femmes, encourageant leur parti à les adopter.

Une autre stratégie qui est mise en œuvre est le soutien des réseaux et des organisations de femmes afin que ceux-ci soient plus efficaces en termes d'influence sur l'agenda public et l'élaboration du budget au niveau local. On distingue, parmi certaines des activités principales, des ateliers pour les fonctionnaires féminins des gouvernements locaux sur les droits des femmes et les stratégies de plaidoyer, des réunions avec les réseaux de femmes afin de mettre sur pied des plans de surveillance des pactes locaux signés par les candidates lors des élections, ainsi que des réunions entre les réseaux de femmes, les organisations de la société civile et les membres du gouvernement local. Des ateliers ont également été organisés pour les dirigeantes et les fonctionnaires sur l'élaboration du budget et du bilan social¹⁴ avec une perspective de genre. Un des résultats positifs de ce travail réside dans le fait que des politiques visant à accroître la participation des femmes ont été mises en œuvre dans six municipalités dans lesquelles Oxfam travaille. Par conséquent, les fonctionnaires féminins ont été en mesure de participer à l'élaboration du budget, ce qui a mené à l'allocation de ressources publiques à des projets bénéficiant directement aux femmes au niveau local.

Le renforcement de l'autonomie politique des femmes pauvres

Le renforcement de l'autonomie politique des femmes pauvres est également un domaine qui a reçu un haut niveau de priorité, car les activités précédentes n'étaient pas arrivées à faire en sorte que leurs besoins et priorités soient reflétés dans les agendas des femmes qui ont été élues au congrès et au gouvernement local. Oxfam a collaboré à cela avec deux autres organisations partenaires : le Coordinateur des femmes rurales de La Paz (COMUCAP)¹⁵ et l'Institut de recherche sociale et de plaidoyer (IISI)¹⁶.

Une activité importante est le travail avec les fermières indigènes, un des groupes les plus marginalisés de la société hondurienne. En 2006, 21 fermières indigènes actives au sein du COMUCAP ont pris part à une formation dans une « école de plaidoyer ». Ces écoles ont été mises en place par IISI depuis 2003, avec le soutien d'Oxfam, et fournissent une formation à la société civile et aux dirigeants communautaires. La formation est personnalisée aux besoins de chaque organisation et consiste en un mélange de travail théorique et pratique. Dans le cadre de ces écoles de plaidoyer, IISI a développé un programme de formation avec les activistes du COMUCAP, qui se concentrait plus particulièrement sur le genre. La formation couvrait :

- Différents types de leadership
- Des politiques, des lois et des infrastructures institutionnelles afin de promouvoir l'égalité entre les sexes

- Les processus liés à la formation de politiques publiques (la mise en place de l'agenda, la formulation et le suivi), se concentrant sur la mise en œuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté et les politiques liées à l'accès à la terre
- La citoyenneté et l'État
- Les stratégies de plaidoyer : la mobilisation populaire, l'organisation, l'éducation, et le travail avec les médias

Des mesures ont également été prises afin que les femmes puissent participer plus facilement, par exemple grâce à l'organisation de gardes d'enfants pendant les cours.

Au cours de la réunion d'évaluation, les femmes qui avaient participé ont déclaré qu'elles se sentaient plus fortes et plus aptes à communiquer leurs besoins et intérêts aux autorités et organisations communautaires. Elles comprenaient à présent l'importance d'essayer d'influencer les processus de prises de décision qui affectent leur vie, et elles étaient davantage conscientes de leurs droits et responsabilités en tant que citoyennes, et de l'importante contribution qu'elles font à l'économie. Grâce à leur meilleure compréhension de la façon dont sont formulées et mises en œuvre les politiques au niveau local et national, les femmes se sentaient dans une meilleure position pour influencer ces processus.

Suite à leur formation, ces femmes ont élaboré un programme de plaidoyer afin de promouvoir un accroissement du financement public des projets bénéficiant aux femmes, et contribuant à l'élaboration de projets de développement communautaire. Comme l'a expliqué le maire de Chinacla à un des dirigeants du COMUCAP, « vous avez transformé les femmes de Chinacla ; auparavant, elles ne participaient pas aux réunions, et maintenant se sont elles qui prennent le plus la parole et défendent les projets des femmes ». De plus, dans d'autres districts, deux femmes qui ont participé à l'école de plaidoyer ont l'intention de se présenter comme maire.

Conclusions et recommandations

Au Honduras, en dépit des progrès en matière de développement d'une infrastructure légale afin de promouvoir la participation des femmes dans le gouvernement élu, le fossé entre les droits formels des femmes à participer en politique et la plupart des expériences des femmes est considérable. Les mesures visant à accroître le nombre de femmes élues ont réussi, mais jusqu'à présent, ce sont principalement les femmes en relation avec les élites politiques, économiques et religieuses qui en ont bénéficié, ce qui se traduit par des législations qui menacent d'aller à l'encontre des droits des femmes, plutôt que de les soutenir. À la lumière de cela, Oxfam et ses partenaires se sont rendu compte que, outre les pressions visant à accroître le nombre de

femmes élues et les pressions en faveur de systèmes démocratiques plus responsables, des stratégies doivent également assurer que les femmes et les hommes qui occupent des positions de pouvoir soient conscients des problèmes liés au genre, en particulier ceux qui touchent les femmes les plus pauvres, et soient préparés à travailler à la défense des droits des femmes. À cette fin, il est important de continuer et d'intensifier le travail avec les femmes qui sont actives au sein des partis politiques ou qui sont des dirigeantes communautaires ou de la société civile, et qui, dans le futur, pourraient devenir des représentantes élues et des dirigeantes, afin de modifier leurs idées et croyances liées aux droits des femmes, et les stéréotypes en matière du rôle des hommes et femmes.

De plus, il faut prêter plus d'attention à donner aux femmes pauvres et indigènes la possibilité d'occuper des postes publics, afin de faire en sorte que les décisions politiques reflètent les besoins et les intérêts de ce groupe. Cela devrait inclure une formation aux compétences de leadership, ainsi qu'au fonctionnement du système politique, afin d'améliorer la confiance en soi et la connaissance des femmes les plus pauvres; ces deux facteurs sont des barrières à leur participation active dans la sphère politique. Il est également nécessaire de faire pression sur le gouvernement pour la mise en œuvre de politiques publiques pour une équité de genre, en particulier celles qui sont liées à un meilleur accès à et un meilleur contrôle des ressources. Si les femmes continuent à être les plus pauvres, et celles qui ont le moins de temps, de capacité et d'expérience, elles continueront à être tenues à l'écart de la vie politique du pays.

Cet article se base sur des sources primaires et secondaires. Les sources primaires consistent en des entretiens avec les femmes impliquées dans ce programme, dont les coordinatrices des organisations de femmes, les directrices de projet et les candidates qui ont participé aux élections en 2005.

Notes

- ¹ Institute of Social Studies (2006) 'Evaluación de la Estrategia de Reducción de la Pobreza en América Latina, Informe de País: Honduras, 2006'.
- ² PNUD (2006) 'Informe Sobre Desarrollo Humano Honduras 2006: Hacia la expansión de la ciudadanía'; Institute of Social Studies *op.cit.*
- ³ Civic Movement for Democracy (2003).
- ⁴ Movimiento de Mujeres por la Paz 'Visitación Padilla', ou le Mouvement des femmes pour la paix, a vu le jour en janvier 1983. Son objectif était de conscientiser les Honduriens par rapport à la présence militaire américaine dans le pays, et aux dangers de la guerre régionale. L'objectif principal de Visitación Padilla est à présent de contribuer à la transformation des structures patriarcales qui mettent à mal la participation totale et égalitaire des femmes dans tous les domaines du développement. L'organisation se concentre tout particulièrement sur le soutien des femmes qui ont fait face à la violence et sur la promotion de la participation des femmes en tant que citoyennes actives. Visitación Padilla est formée de groupes locaux dans tout le pays.
- ⁵ Centro de Estudios de la Mujer Honduras (CEM-H) a vu le jour en 1986 en tant qu'organisation de la société civile sans but lucratif sans liens politiques ni religieux. La mission de l'organisation est de contribuer à l'élimination des différentes formes de discrimination et de violence à l'encontre des femmes, de promouvoir et de contribuer à la transformation des structures économiques, sociales et culturelles du pays afin de construire une société plus inclusive, sans pauvreté, mais où règne une justice sociale et une égalité entre les sexes, et de rendre possible la citoyenneté à part entière et les droits des femmes.
- ⁶ M. Kennedy (2006) 'Situación de la Equidad de Género en Honduras', www.cemh.org.hn (dernière consultation en novembre 2007).
- ⁷ Au Honduras, avant les élections générales, les deux principaux partis politiques organisent des élections 'primaires' afin de décider quels seront les candidats qui se présenteront aux postes de président, vice-président, députés, et au gouvernement local lors des élections générales. Les candidats internes représentent les différentes factions politiques au sein des principaux partis; en 2005, huit factions ont présenté des candidats aux élections primaires représentant le Parti libéral, et quatre factions ont présenté des candidats représentant le Parti national. Tous les électeurs inscrits peuvent se présenter. Les trois autres partis ont des processus alternatifs afin de sélectionner les candidats, qui ne sont pas ouverts aux électeurs ne faisant pas partie du parti.
- ⁸ Lorsqu'un membre à part entière du congrès est absent, un suppléant occupe sa position. Dans ce cas, le suppléant jouit des mêmes droits et responsabilités qu'un membre à part entière.
- ⁹ Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos (2005) 'Una mirada al proceso electoral primario 2005'.
- ¹⁰ M. A. Martínez (2004) 'Ponencia en el Foro Mujeres en Espacios de Toma de Decisiones'.
- ¹¹ PNUD (2006) *op.cit.*

¹² Centro de Derechos de Mujeres (2007) 'Memoria Foro Mujeres en Espacios de Toma de Decisiones', Tegucigalpa, Honduras, 21–23 juillet 2004, pp. 72–9.

¹³ Créé en 1992, le Centro de Derechos de Mujeres (CDM) est une organisation féministe qui promeut et défend les droits des femmes. La mission du CDM est de contribuer à la transformation des valeurs, attitudes et pratiques qui discriminent les femmes, afin de construire une société plus juste et égale. Les principaux domaines de travail du CDM sont la violence domestique et sexuelle, les droits du travail, les droits sexuels et reproductifs, l'éducation non sexiste, et la participation des citoyens.

¹⁴ Le processus de bilan social permet à une organisation ou institution de surveiller les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ses activités. Pour de plus amples informations, voir www.socialauditnetwork.org.uk/what%202.htm (dernière consultation en novembre 2007).

¹⁵ Le Coordinateur des femmes rurales de La Paz (COMUCAP) fut mis en place en 1993 par six femmes qui étaient préoccupées par leurs propres conditions de vie et par celles d'autres femmes indigènes de Lenca. Il compte à présent plus de 250 membres et 16 groupes locaux dans quatre municipalités de La Paz, un des cinq départements (ou provinces) les plus pauvres du Honduras. La mission du COMUCAP est de promouvoir et de défendre les droits de ses membres et de leurs familles, et également de soutenir la production et la transformation de produits biologiques (principalement le café et l'aloë vera) destinés à la vente sur les marchés internationaux. Le COMUCAP tente également de faire face à la violence à l'encontre des femmes.

¹⁶ L'Institut de recherche sociale et de plaidoyer (IISI) est actif depuis la fin des années 1990. Son objectif est de renforcer les compétences de plaidoyer des organisations de la société civile et de les aider à établir une relation plus influente avec l'État. À cette fin, l'IISI organise des écoles de plaidoyer pour les dirigeants communautaires et les activistes. 'Nous nous concentrons sur le processus de plaidoyer et la multiplication de l'apprentissage. Voilà la clé', a déclaré Salvador Segovia, facilitateur de l'IISI. La formation au plaidoyer équipe les dirigeants communautaires de stratégies, de compétences et de méthodes de travail, ce qui leur permet d'améliorer leurs activités de plaidoyer, leurs relations avec les médias, leur capacité à influencer l'opinion publique, et leurs alliances avec d'autres organisations.

Photo de couverture : Merly Eguigure

© Oxfam GB, Juin 2008

Cet article a été rédigé par Maite Matheu. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.org.uk

Online ISBN 978-1-84814-017-2. Cet article fait partie d'une série intitulée **Apprentissage pour l'action suAgir pour le leadership et la participation des femmes**, disponible pour achat d'qui peut être achetée auprès d'Oxfam Publishing - www.oxfam.org.uk/publications.

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél : +44.(0)1865.473727
Courriel : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk